

# Les trois faits positifs de la crise

**Roberto LAVAGNA**

*Ancien Ministre des finances de l'Argentine*

La crise internationale a apporté trois faits positifs :

- **La reconnaissance du fait que l'éventail d'instruments économiques à utiliser dans des conditions exceptionnelles est beaucoup plus large que ceux qui font partie des mesures traditionnelles en périodes de normalité économique.** (Le report d'échéances d'hypothèques ; la nationalisation d'entités financières; les forts apports de capitaux à des entreprises en difficulté ; la capitalisation obligatoire; de restrictions totales ou partielles à la libre disponibilité de dépôts).
- **La découverte du fait que la réalité internationale et les poids relatifs dans l'économie mondiale n'étaient pas ceux qu'on croyait jusqu'à la crise.**  
Aujourd'hui, il est perçu que le poids des économies en développement est, en termes dynamiques, c'est-à-dire en termes de leur contribution à la croissance mondiale, beaucoup plus significatif de ce que l'on pensait.
- **L'acceptation que certains problèmes ne peuvent pas être résolus en dehors du cadre global. L'interdépendance, la complémentarité et le besoin de coordination à échelle globale sont aujourd'hui indissociables. Si l'on n'admet pas cette réalité, les coûts que l'on paye en termes de bien-être sont lourds.**  
Celui qui agit seul, soit il crée un impact négatif sur les autres pays, soit il perd des avantages comparatifs ou compétitifs, lui portant un préjudice. Voilà le cas de mesures de protectionnisme commercial ou bien dans le cas de régulations financières qui ne sont pas respectées par d'autres pays.

Ces faits positifs **sont relativisés par la persistance de ce qui constitue clairement la résistance au changement.**

Par rapport au premier point, deux faits :

- Résistance au changement de la pensée économique traditionnelle qui tente de revenir rapidement au cours considéré normal de la politique économique, même si le chômage et l'érosion des revenus impacte encore une grande partie de la population.
- A l'autre bout, moins important sur le plan mondial mais significatif dans les pays en voie de développement, la résistance au changement de la pensée économique « populiste » qui confond des mesures d'urgence avec un changement structurel dans le système économique mondial, en relançant des consignes contre le marché, pour les nationalisations et dans certains cas, protectionnistes.

Quant au deuxième point :

- Résistance des organismes financiers internationaux à modifier la gouvernance de ces organismes. Beaucoup confondent une certaine cosmétique légère avec les changements effectifs dont le système a besoin. Le G20 avec ses réunions, ne parvient pas à modifier le quotidien de la gouvernance économique mondiale.

Finalement :

- Concernant le dernier point, il n'y a pas assez d'acceptation de ce que certains problèmes du passé et probablement de l'avenir ont trait au fait de ne pas tenir suffisamment compte des déséquilibres structurels. Il n'est pas sensé d'ignorer que la contrepartie des pays fortement endettés est l'excédent d'autres pays ou, à l'inverse, que le cumul de réserves de certains est l'effet de l'excès de consommation et la faible capacité d'épargne d'autres.

La globalité exige de la cohérence et le fait de ne pas la respecter est inhérent à la crise de 2008-09, aux tensions actuelles et fera partie des réactions négatives envers l'économie mondiale dans l'avenir si cette règle n'est pas acceptée.

Le protectionnisme économique raisonnablement évité en cette occasion, est toujours aux aguets, sous de maints aspects politico-sociaux encore plus négatifs, comme le rejet de la différence.